

Forum

Vos contributions, réactions sont à envoyer à cdl@letelegramme.fr

+

L'interview

Les jours fériés supprimés généreront « une hausse des impôts des entreprises »

La richesse créée par le projet du gouvernement risque d'être « très marginale », selon l'économiste Éric Pichet.



Photo Éric Pichet

Éric Pichet
Professeur d'économie
à la Kedge business school

Propos recueillis par Alexis Souhard

Comment analyser ce projet de suppression de deux jours fériés, soumis par le Premier ministre, François Bayrou, aux partenaires sociaux, vendredi ?

Depuis deux ans, les pouvoirs publics visent, à moyen terme, la réduction des déficits en augmentant le taux d'emploi, c'est-à-dire le nombre de personnes en activité, pour générer plus de masse taxable et donc de rentrées fiscales et sociales. Cette volonté date de la dernière réforme des retraites car, en France, par rapport à nos voisins européens, on a une population active beaucoup plus faible, de l'ordre de dix points chez les 15-64 ans (68 % en France contre 77 % en Allemagne, par exemple). Le Premier ministre s'inscrit dans cette doctrine. Avec 44 milliards d'économies à faire à court terme, en supprimant deux jours fériés (le lundi de Pâques et le 8-Mai, NDLR), il sait qu'il peut générer rapidement des recettes fiscales de l'ordre de quatre milliards.

Le calcul des économies envisagées est-il juste ?

Oui car assez simple : en prenant en compte la masse salariale du secteur privé, soit près de 720 milliards d'euros par an, et en considérant que deux jours représenteront 0,6 % de ce montant, on arrive à plus de quatre milliards.

Il ne faut pas oublier que l'État employeur, qui ne se versera pas une taxe à lui-même, n'est pas concerné et en bénéficiera car ses fonctionnaires travailleront deux jours de plus sans rémunération supplémentaire. Quoi qu'il en soit, l'État va toucher directement la taxe, ce qui est très différent des recettes créées dans le cadre de la journée de solidarité de 2004 à la Pentecôte afin d'abonder la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, à vocation sociale. En matière de richesse créée, toutefois, ça s'annonce très marginal : les gens vont travailler 14 heures de plus, si l'on s'en tient à la règle des 35 heures. Rien ne prouve, aujourd'hui, que cela améliorera beaucoup le produit intérieur brut. D'autant qu'il faut prendre en compte le manque à gagner pour le secteur du tourisme au cours de la période concernée.

À part l'État, qui est gagnant ?

Tout le monde est, en tout cas, mécontent ! Les entreprises, tout d'abord, car cette affaire se traduit par une hausse de leurs impôts plus que par une amélioration de l'activité. On a vu, en effet, avec la journée de solidarité de 2004 (dont les recettes s'élèvent à trois milliards), que le temps de travail de leurs salariés gagné n'a pas permis de générer de richesse significative. Cela va aussi se traduire par un mécontentement profond des salariés qui vont estimer cela anormal car, une fois de plus, les actifs sont mis à contribution et pas les retraités. Les syndicats sont aussi mécontents. Et la grande majorité des forces politiques sont opposées à cette mesure pour des raisons diverses, de la gauche à l'extrême droite. C'est à croire que François Bayrou a sorti ce lapin de son chapeau afin que tout le monde se focalise là-dessus, qu'il recule ensuite pour obtenir finalement quelque chose d'autre à la place.

L'œil de Nono



édito



Henry Lauret

On est loin du compte

Cantonné à Matignon d'où il planche sur son budget, le Premier ministre sait à quoi s'attendre. La suppression, en 2026, de deux jours fériés et sa réforme de l'assurance chômage ne sont pas ses principales pistes d'économies. Mais elles sont utiles à tester le microcosme avant les grandes manœuvres d'automne. Et elles ont déjà provoqué, dans le landerneau syndicaliste, le coup de grisou annoncé. Les jours fériés rapporteraient à l'État un peu plus de quatre milliards : il en faudrait une quarantaine pour tenir la ligne d'un déficit ramené à 4,6 %, soit 130 milliards de dettes en sus. On est loin du compte.

« La bataille du budget, on le pressent, sera orageuse. »

Notre commerce extérieur est dans le rouge. L'industrie recule. Les investissements sont à l'arrêt. La consommation fait du surplace. Le pays est lourdement surendetté. Sans l'euro, nous serions tel un pays en développement au bord de la faillite. Mais pas touche aux acquis sociaux ! Les syndicats iront-ils au moins négocier à Matignon ? Et négocier sur quoi, au juste, puisqu'ils rejettent tout en bloc ? Les troupes du Béarnais seraient, dit-on, prêtes à renoncer à la suppression du lundi de Pâques. Trop religieux et connoté. Le 8 mai, en revanche, « c'est jouable ». Un compromis est-il possible sur un seul jour férié supprimé ? Il est, en tout cas, très improbable sur la cinquième réforme de l'assurance chômage, dont Bayrou attend de deux à quatre milliards d'euros d'économies d'ici à 2030. Les syndicats bondissent, parlent de saccage des droits des travailleurs. La bataille du budget, on le pressent, sera orageuse mais c'est à l'Assemblée que se jouera son dénouement. En l'état du plan Bayrou, le PS de Faure voterait contre mais s'abstiendrait de censurer. Le RN se liguera-t-il avec LFI et les Écologistes pour faire tomber le maire de Pau ? Les bayrouistes pensent « raisonnablement » que non. Quel en serait le prix ?